

CGT - CFDT - FO - SNJ - SUD

Déclaration de l'intersyndicale Lagardère Active

- - -

Le choix de la direction du groupe Lagardère pour la reprise des 10 titres mis en vente s'est porté sur la proposition du nouvel attelage formé par Reworld Media et le groupe belge Rossel. Cela conduit au contrôle de *Psychologies Magazine* et de *Première* par Rossel et ses alliés belges, d'une part, et des huit autres titres par Reworld Media, société présidée par M. Chevalier. (Par ailleurs, les élus s'étonnent que le groupe Lagardère ait décidé, en fin de course, de mettre en vente *Première.fr*, qu'il avait refusé aux premiers repreneurs, et ce au mépris de toute consultation des représentants du personnel de cette société).

Cette décision confirme le désengagement progressif du groupe Lagardère de la presse et nous craignons que cette vente par appartements ne s'arrête pas là.

Dès octobre 2013, les organisations syndicales et les élus ont condamné ces projets de réduction de périmètre et de suppressions d'emplois. Le 27 mars, les élus du CE ont d'ailleurs voté à l'unanimité contre le PSE de M. Olivennes, et les réorganisations prévues.

Nous persistons à penser que la plupart de ces titres sont viables et avaient leur place dans le groupe avec une véritable stratégie de développement et les investissements nécessaires.

Nos inquiétudes quant à la pertinence de cette décision et aux conséquences dramatiques pour l'emploi et l'avenir de ces titres sont renforcées par le choix des repreneurs.

En effet, Reworld Media a une piètre réputation. Celui qui avoue n'être intéressé que par « *la notoriété de la marque* » définit ainsi son credo : « *L'éditorial est totalement fusionné. Je pense même que les régies et la rédaction doivent être fusionnées. C'est plutôt la partie production de contenus, c'est-à-dire l'éditorial, la rédaction, qui est capable de scénariser une marque. [...] La frontière n'existe plus aujourd'hui.* »

Nous ne sommes plus là face à des projets éditoriaux mais à des opérations low cost strictement publicitaires, au service desquelles M. Chevalier prétend mettre les rédactions. De telles dérives, qui existent déjà chez Lagardère, menacent l'existence des journaux et font fuir les lecteurs.

Reworld et le groupe Rossel ont, à chaque rachat, procédé à des licenciements (*Marie France*) ou à des plans sociaux (*L'Union de Reims-L'Ardennais*).

Nous demanderons des garanties, lors de l'information-consultation des CE, sur les projets éditoriaux print et web des repreneurs et sur le fonctionnement des rédactions (Reworld Media s'est fait une spécialité de l'externalisation de certaines tâches journalistiques, en particulier SR et maquette).

Nous demanderons aussi aux repreneurs des précisions quant à l'organisation juridique de ces magazines pour empêcher un morcellement dans lequel les droits des journalistes et salariés seraient alignés par le bas, et où n'existerait aucune instance représentative du personnel.

Nous voulons un projet durable et socialement responsable pour les dix magazines vendus.

-

Nous combattons la logique financière qui entraîne la presse en général (*Libération* en est encore un exemple) dans une crise sans fin, au mépris des lecteurs, et qui, sous prétexte de modernisation et de « tournant numérique », piétine les droits et acquis sociaux des salariés et précarise l'ensemble de nos métiers.

Nous défendrons - dans notre groupe comme ailleurs - l'emploi, le respect des conventions collectives, des statuts et des conditions de travail, garants d'une presse de qualité.

Dans cet objectif, nous invitons tous les salariés de la presse magazine à renforcer leurs organisations syndicales.

Levallois-Perret, le 3 avril 2014